



Credit photos :  
N.Kalogeropoulos (CGF)



# Module d'accompagnement à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

Branche des commerces de gros (IDCC 573) pour le secteur de la distribution professionnelle  
du second œuvre du bâtiment et de l'industrie

# Sommaire

**1** Les principes de la RSE

**2** Le cadre législatif et réglementaire

**3** Les enjeux RSE pour le secteur de la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment et de l'industrie

**4** Impliquer les métiers dans la démarche RSE

**5** Intégrer la RSE dans son organisation

**6** Les outils de la branche pour passer à l'action

# 1

## Les principes de la RSE

# Les principes de la RSE

## PRÉSENTATION DE LA SECTION

Cette section a pour but de fournir une compréhension fondamentale des principes et enjeux clés de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

Vous découvrirez d'abord ce qu'est la RSE et pourquoi il est pertinent pour les entreprises du secteur de la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment et de l'industrie de s'engager dans ce type de démarche.

Nous explorerons ensuite les principaux enjeux de la RSE, ainsi que les grands standards, cadres de référence et labels qui guident les pratiques des entreprises en matière de responsabilité sociétale.

# Les principes de la RSE

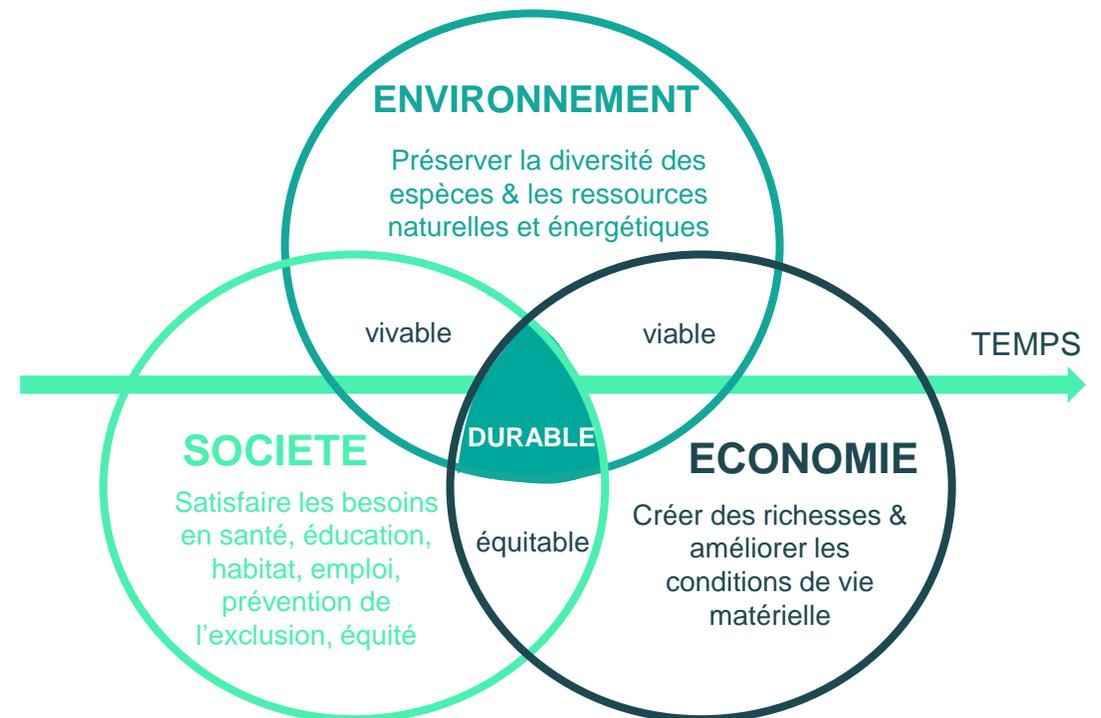
## QU'EST-CE QUE LA RSE ? : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable (DD) est le point de rencontre entre un développement humain élevé, une économie pérenne et un environnement de qualité.

« Un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs »

*Rapport Brundtland (ONU), 1987*

Le rapport Brundtland est une publication rédigée à la suite de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU qui utilise pour la première fois cette expression (en anglais « sustainable development »).



# Les principes de la RSE

## QU'EST-CE QUE LA RSE ? : DÉFINITION

**La responsabilité sociétale des entreprise (RSE) est l'intégration volontaire par les entreprises de préoccupations sociales et environnementales à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes.**

C'est la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement, se traduisant par un comportement éthique et transparent qui :

1. Contribue au développement durable, y compris à la santé et au bien-être de la société ;
2. Prend en compte les attentes des parties prenantes ;
3. Respecte les lois en vigueur tout en étant en cohérence avec les normes internationales de comportement ;
4. Est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations.

**L'intégration volontaire par les entreprises implique que les actions de RSE mises en œuvre sont des actions qui vont au-delà des obligations réglementaires des entreprises.**

# Les principes de la RSE

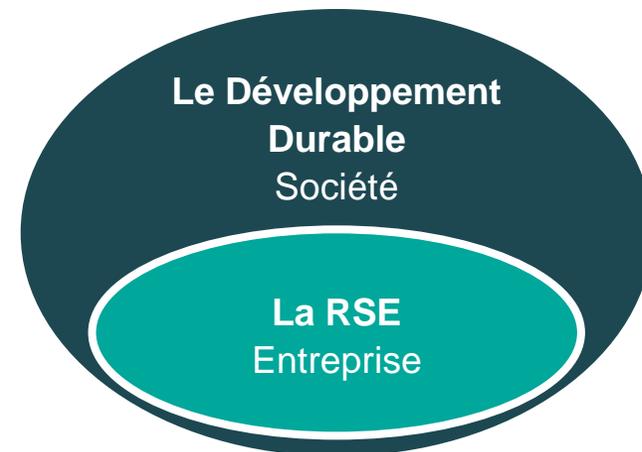
## QU'EST-CE QUE LA RSE ? : DIFFÉRENCE ENTRE RSE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le développement durable (DD) est un concept global qui vise à équilibrer les besoins de la société, de l'économie et de l'environnement sur le long terme.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE), quant à elle, est l'application concrète de ces principes au sein d'une entreprise.

En intégrant volontairement des préoccupations sociales et environnementales, tout en respectant leurs impératifs économiques, les entreprises s'engagent à agir de façon responsable et à contribuer au développement durable.

**L'erreur est souvent commise,  
il faut être vigilant à bien parler  
de « LA » RSE et non « du »  
RSE !**



# Les principes de la RSE

## QU'EST-CE QUE LA RSE ? : QUELQUES DATES CLÉS

1ère Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Stockholm et publication du rapport Meadows (The limits to growth)

1972



Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Sommet de la Terre de Rio) et signature de l'Agenda 21

1992



21ème Conférence des Nations Unies sur l'environnement et signature de l'Accord de Paris visant à limiter le réchauffement climatique en dessous des 2°C

2015



1987

Rapport Brundtland « Notre avenir à tous » et définition du développement durable (ONU)



1997

3ème Conférence des Nations Unies sur l'environnement à Kyoto et signature du protocole de Kyoto visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre



PARIS2015  
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE  
COP21·CMP11



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS ENJEUX DE LA RSE : LE JOUR DU DÉPASSEMENT

Le jour du dépassement illustre le jour de l'année où l'humanité a consommé l'ensemble des ressources que la planète peut régénérer en un an.

En 2021, il fallait l'équivalent de



Planète pour répondre aux besoins de l'humanité

Le jour du dépassement met en lumière l'écart croissant entre nos besoins et la capacité de la Terre à les satisfaire.

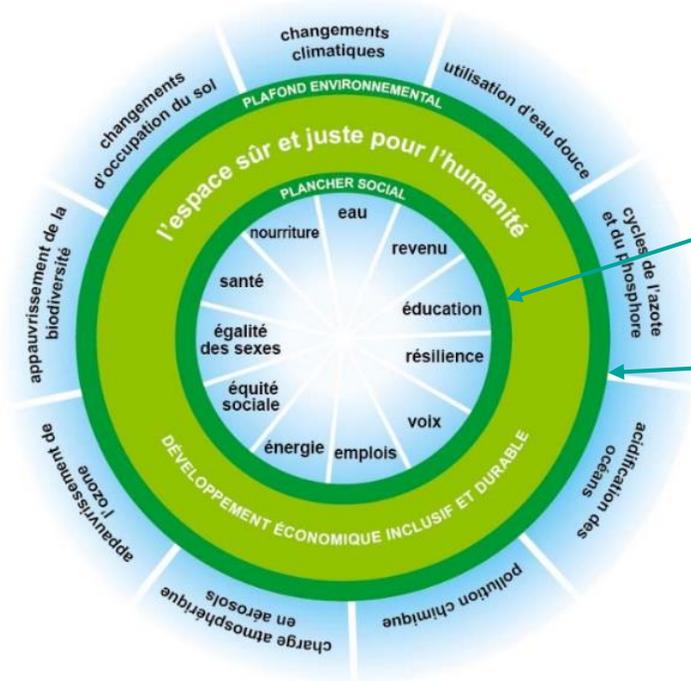
Cette disparité se creuse chaque année. En 1970, ce jour intervenait le 29 décembre. En 2022, c'était le 28 juillet.



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS ENJEUX DE LA RSE : LA THÉORIE DU DONUT

La théorie du donut, développée par l'économiste Kate Raworth, propose un modèle innovant pour un développement durable. Elle décrit un espace « sûr et juste pour l'humanité » où les besoins essentiels des individus sont satisfaits sans dépasser les limites écologiques de notre planète.



Cet espace se situe entre :

Un **plancher social**, qui représente le socle vital nécessaire pour garantir les besoins fondamentaux de chaque individu, tels que la nourriture, l'eau, l'éducation, etc.

Un **plafond environnemental**, qui fixe les limites à ne pas franchir pour éviter de causer des dommages irréversibles à notre planète, comme le changement climatique ou la destruction des écosystèmes.



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS ENJEUX DE LA RSE : LA RESPONSABILITÉ DE L'EMPLOYEUR

La RSE ne se limite pas aux enjeux environnementaux : elle englobe également des aspects relatifs aux relations de travail et à la gestion des ressources humaines.

### Assurer la sécurité

Une étude menée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT)<sup>1</sup> montre que **pour chaque dollar investi** dans la sécurité au travail, les entreprises peuvent réaliser **jusqu'à 2,2 dollars d'économies** en évitant les coûts liés aux accidents et aux maladies professionnelles.

### Engager les salariés

Selon une enquête de Gallup<sup>2</sup>, **87% des employés** dans le monde se sentent **désengagés au travail**, ce qui **coûte aux entreprises** environ **7 000 milliards de dollars par an** en perte de productivité.

### Recruter et fidéliser

Une étude menée par LinkedIn<sup>3</sup> révèle que **63%** des personnes en recherche de poste ont pour priorité la **recherche d'un équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle**, devant la rémunération (60%)

<sup>1</sup>Organisation Internationale du Travail (2017) *Œuvrer ensemble pour promouvoir un milieu de travail sûr et salubre*

<sup>2</sup>Gallup (2024) *State of the Global Workplace*

<sup>3</sup>LinkedIn (2022) *Tendances mondiales du recrutement 2022*



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS ENJEUX DE LA RSE : PRENDRE EN COMPTE LA CHAÎNE DE VALEUR

La RSE ne se limite pas à l'intérieur de l'entreprise, mais s'étend également à l'ensemble de sa chaîne de valeur. Cela signifie que les entreprises peuvent considérer non seulement leurs propres opérations, mais aussi l'impact de leurs fournisseurs, clients, et autres parties prenantes.



### Travailler avec des partenaires de confiance

en privilégiant des fournisseurs qui assurent des pratiques non seulement éthiques mais aussi performantes



### Créer de la valeur

en soutenant des projets locaux ou en participant à des projets communs avec des clients



### Comprendre son impact environnemental

en identifiant des opportunités complémentaires pour réduire son empreinte écologique à chaque étape (par exemple la distribution)



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS STANDARDS ET CADRES DE RÉFÉRENCE

Des référentiels internationaux encadrent l'application du développement durable par les acteurs publics et privés. Ils sont non-contraignants et relèvent de l'implication volontaire des acteurs.

Global Compact



ISO 26000



Les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies



European Sustainability Reporting Standards



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS STANDARDS ET CADRES DE RÉFÉRENCE : GLOBAL COMPACT

Le Pacte mondial, ou Global Compact, est une initiative des Nations Unies lancée en 2000. Cette initiative propose 10 grands principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, environnement et corruption.

Elle ne représente ni une norme ou une certification mais un cadre d'engagement sous la forme d'une charte à signer par les organisations.

En France, plus de 1700 entreprises se sont engagées à la mise en œuvre de ces principes dans leur organisation et de communiquer sur les progrès réalisés.



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS STANDARDS ET CADRES DE RÉFÉRENCE : ISO 26000

La norme ISO 26000, publiée en 2010, est l'unique norme internationale qui vise à fournir les lignes directrices de la responsabilité sociétale. Elle est articulée autour de 7 questions centrales.

Adoptée à 93% des voix au terme de 5 années de négociation, elle a fait participer des experts de plus de 99 pays et de 42 organisations internationales. Elle fournit les lignes directrices de la responsabilité sociétale établies par consensus pour toutes les organisations (entreprises, collectivités, ONG, syndicat), quel que soit leur type ou leur taille.

Elle n'est ni obligatoire, ni certifiable. Elle invite les organisations à prendre conscience et à tenir compte des impacts de leurs décisions et activités sur leur environnement économique, sociétal et naturel.



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS STANDARDS ET CADRES DE RÉFÉRENCE : OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) ont été adoptés par l'ONU en 2015 dans le cadre de l'Agenda 2030. Ils définissent 17 priorités pour un développement socialement équitable à l'horizon 2030. Ces objectifs mondiaux pour les Populations, la Planète, la Prospérité, la Paix et le Partenariat (les 5P) ont 3 objectifs principaux :

1. Lutter contre les inégalités, l'exclusion et les injustices ;
2. Faire face au défi climatique et à l'érosion de la biodiversité ;
3. Mettre fin à l'extrême pauvreté.

Initialement destinés aux États, ils sont de plus en plus pris en main par les entreprises et les collectivités. Ils sont universels et transversaux.

## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



# Les principes de la RSE

## LES GRANDS STANDARDS ET CADRES DE RÉFÉRENCE : EUROPEAN SUSTAINABILITY REPORTING STANDARDS

Les European Sustainability Reporting Standards (ESRS) sont un ensemble de normes et d'indicateurs définis dans le cadre de la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD).

La CSRD est une directive européenne transposée dans le droit français imposant aux entreprises éligibles la publication d'une série d'indicateurs extra-financiers au sein d'un rapport de durabilité. Ainsi, les ESRS définissent des normes selon 3 piliers :

1. Environnement (E) : changement climatique, biodiversité, économie circulaire, etc ;
2. Social (S) : conditions de travail pour la main d'œuvre et les travailleurs de la chaîne de valeur, traitement égal, droits des communautés affectées, respect des droits des consommateurs finaux, etc ;
3. Gouvernance (G) : engagement politique, corruption et pots-de-vin, gestion des relations avec les fournisseurs y compris les pratiques de paiement, etc.



# Les principes de la RSE

## LES LABELS RSE

Les labels RSE sont des initiatives récentes ayant pour but de permettre aux entreprises de structurer leur démarche de responsabilité sociétale et de la valoriser auprès de leurs parties prenantes. Ci-dessous, une sélection des labels RSE les plus connus en France.

Label  
AFNOR Engagé RSE



Label  
LUCIE 26000



Évaluation  
Ecovadis



Label  
B-Corp



# 2

## **Le cadre législatif et réglementaire**

# Le cadre législatif et réglementaire en RSE

## PRÉSENTATION DE LA SECTION

Cette section vise à fournir une vue d'ensemble du cadre législatif et réglementaire en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) pour le secteur de la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment et de l'industrie.

Nous explorerons les principales obligations qui impactent les entreprises du secteur et comment elles influencent leurs pratiques de responsabilité sociétale.

Il est important de noter que cette présentation ne vise pas à être exhaustive, mais plutôt à offrir un panorama des éléments clés et des évolutions récentes.

# Le cadre législatif et réglementaire en RSE

## Réglementation environnementale RE2020

La Réglementation Environnementale 2020 (RE2020) est l'évolution de la Réglementation Thermique. En plus de la performance thermique (RT2005, RT2012), cette nouvelle version intègre l'impact environnemental de la construction, calculé à partir des données environnementales des matériaux, produits et composants mis en œuvre à travers leur FDES – Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire. Ce calcul d'impact est réalisé sur une durée de vie de 50 ans du bâtiment construit. Elle est le prolongement direct de la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC), en limitant notamment la consommation d'énergie non renouvelable et d'énergie carbonée et en valorisant les produits biosourcés.

## Filières à Responsabilité Élargie du Producteur (REP)

Le principe de la REP (Responsabilité Élargie du Producteur) précise que les producteurs, c'est-à-dire les personnes responsables de la mise sur le marché de certains produits, peuvent être rendus responsables de financer ou d'organiser la prévention et la gestion des déchets issus de ces produits en fin de vie. Les producteurs, pour s'acquitter de leur obligation, choisissent généralement de s'organiser collectivement en mettant en place des éco-organismes, structures à but non lucratif agréées par les pouvoirs publics dont ils assurent la gouvernance et auxquelles ils transfèrent leur obligation et versent en contrepartie une contribution financière. Ils peuvent également mettre en place des systèmes de collecte individuelle.

Le secteur du second œuvre du bâtiment offrant une grande hétérogénéité de produits, une même entreprise peut relever de plusieurs filières. On notera les filières EEE (Equipements Electriques et Electroniques), produits chimiques (dont DS Diffus Spécifiques), PMCB (Produits et Matériaux de Construction du secteur du Bâtiment), ABJ (Articles de Bricolage et de Jardin), EA (Equipement d'Ameublement) et la future EIC (Emballages Industriels et Commerciaux).

# Le cadre législatif et réglementaire en RSE

## Bilan carbone

Depuis 2012, l'article 75 de la loi Grenelle II indique que toutes les personnes morales de droit privé de plus de 500 salariés en France métropolitaine et de 250 salariés dans les régions et départements d'outre-mer, ainsi que les personnes morales de droit public de plus de 250 salariés et les collectivités de plus de 50 000 habitants sont assujetties à l'obligation de réalisation d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES). Les entreprises doivent renouveler la collecte de données pour le bilan carbone tous les 4 ans. Quant aux collectivités, elles doivent réaliser un bilan carbone tous les 3 ans. Concrètement, la méthode utilisée pour le Bilan GES consiste à calculer l'empreinte carbone de l'entreprise en prenant obligatoirement en compte comme périmètre les Scopes 1 et 2, c'est-à-dire les données associées aux émissions directes de gaz à effet de serre et les émissions indirectes associées à l'énergie. A compter du 1er janvier 2023, les émissions de Scope 3 sont également obligatoires.

## Plan de mobilité

Le Plan de mobilité (PDM) est un ensemble de mesures visant à optimiser et augmenter l'efficacité des déplacements des salariés d'une entreprise, pour diminuer les émissions polluantes et réduire le trafic routier. L'article 51 de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) dispose que, dans le périmètre d'un plan de déplacements urbains, toutes les entreprises regroupant plus de 100 travailleurs sur un même site doivent élaborer un PDM pour améliorer la mobilité de ses salariés et encourager l'utilisation des transports en commun et le recours au covoiturage. Ce plan peut comprendre par exemple la promotion du vélo, l'encouragement à l'utilisation des transports publics, l'aménagement des horaires de travail ou encore la mise en place d'un service d'autopartage.

# Le cadre législatif et réglementaire en RSE

## Loi climat et résilience

La loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite Climat & Résilience, publiée au Journal Officiel le 24 août 2021, a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le respect des engagements de l'Accord de Paris. Elle s'attaque notamment au gaspillage, aux déchets, aux pollutions diverses et à la rénovation énergétique (sujet important pour nos secteurs).

Par exemple, les grandes entreprises auront obligation, à compter des exercices ouverts au 1er juillet 2022, de mentionner dans leur DPEF (déclaration de performance extra-financière) le niveau d'émission de gaz à effet de serre lié au transport, amont et aval, de leurs produits et indiquer les objectifs de réduction en la matière.

## Loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (AGEC)

Promulguée le 10 février 2020, la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire a pour objectif de transformer notre système en profondeur : elle vise à transformer notre économie linéaire (produire, consommer, jeter) en une économie circulaire.

La loi se décline en cinq grands axes : sortir du plastique jetable ; mieux informer les consommateurs ; lutter contre le gaspillage et favoriser le réemploi solidaire ; agir contre l'obsolescence programmée ; mieux produire.

Depuis son entrée en vigueur, la loi AGEC concerne directement une grande partie des entreprises du territoire : informatique, restauration, industriels...

# Le cadre législatif et réglementaire en RSE

## Audit énergétique

Le principe ayant été fixé au niveau européen, la mesure a été transposée en droit français par la loi dite DDADUE du 16 juillet 2013. L'audit réglementaire vise à inciter les grandes entreprises à se lancer dans une démarche d'amélioration de la performance énergétique en les obligeant à détecter, grâce à l'audit, les économies d'énergie réalisables dans le cadre de leurs activités. Sont obligées de réaliser un audit énergétique les entreprises répondant à l'une des conditions suivantes pour les deux derniers exercices comptables : avoir un effectif supérieur à 250 salariés et/ou déclarer un chiffre d'affaires supérieur à 50 millions d'euros et un bilan supérieur à 43 millions d'euros.

Déjà engagées dans une démarche d'amélioration de la performance énergétique, les entreprises certifiées ISO 50001 sur au moins 80 % de leur facture énergétique sont exemptées d'audit.

## Politique du handicap

La loi du 11 février 2005 sur les droits des personnes handicapées et leur inclusion dans la société, (« loi handicap 2005 » ), impose un principe d'égalité des chances et des droits, notamment à l'emploi. Elle permet entre autres la mise en place de mesures de compensation dans le cadre du travail pour les personnes handicapées et l'obligation d'accessibilité pour les bâtiments recevant du public (ERP) notamment. La loi confirme en outre l'Obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) qui impose à toute entreprise de 20 salariés et plus d'employer au moins 6%<sup>1</sup> de personnes en situation de handicap. Dans le cas contraire, une amende sera versée.



# Le cadre législatif et réglementaire en RSE

## Index de l'Égalité professionnelle

L'employeur d'une entreprise d'au moins 50 salariés doit calculer et publier un index de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

L'index a été conçu comme un outil pour mettre fin aux inégalités professionnelles. Il se compose de 5 grands critères qui évaluent les inégalités entre femmes et hommes dans les entreprises sous la forme d'une note sur 100 :

1. Écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Écart de répartition des augmentations individuelles ;
3. Écart de répartition des promotions (uniquement dans les entreprises de plus de 250 salariés) ;
4. Nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité ;
5. Parité parmi les 10 plus hautes rémunérations.

# 3

**Les enjeux RSE pour le secteur  
de la distribution  
professionnelle du second  
œuvre du bâtiment et de  
l'industrie**

# Les enjeux RSE pour le secteur

## PRÉSENTATION DE LA SECTION

Pour accompagner les entreprises de l'un de ses secteurs (la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment et de l'industrie) dans la dynamique de responsabilité sociétale, la branche des commerces de gros (IDCC 573) a élaboré avec les acteurs du secteur un référentiel RSE, fondé sur la norme internationale ISO 26000, et des outils pratiques pour le développement d'une politique RSE.

Cette section présente les 16 enjeux RSE clés du référentiel à travers des repères réglementaires, des chiffres clés et des exemples concrets d'actions que les entreprises peuvent mettre en œuvre dans leur activité quotidienne.

Le référentiel complet est disponible en téléchargement [ici](#).

# Les enjeux RSE pour le secteur

## LES 4 THÉMATIQUES RSE DU RÉFÉRENTIEL



**1. Structuration et animation de la démarche**



**2. Mettre en place une démarche environnementale**



**3. Piloter une politique sociale et sociétale**



**4. Garantir l'éthique dans les affaires**



# 1. Structuration et animation de la démarche

## REPÈRES



### Objectifs

- **Prévenir et maîtriser ses risques** (environnementaux, sociaux et de gouvernance de son entreprise) ;
- **Se différencier** de la concurrence ;
- **Fédérer** les équipes.

### 3 enjeux clés

-  Formaliser une stratégie RSE
-  Définir des moyens et organiser la démarche
-  Communiquer et mobiliser les salariés dans la démarche



## LE SAVIEZ-VOUS ?

**70%** des salariés se disent « pas ou mal informés » sur la politique RSE de leur entreprise

Source : Des enjeux et des hommes et Ekodev, 2020

**58%** des entreprises européennes ont vu une amélioration de leur performance économique à la suite d'intégration d'indicateurs de développement durable

Source : Pacte Mondial des Nations Unies, 2024

**1/3** des entreprises n'avaient pas de budget alloué à la RSE en **2022**

Source: Vendredi et Kantar, 2024



# 1. Structuration et animation de la démarche

## LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR

### Enjeu 1 : Formaliser une stratégie RSE

La plupart des entreprises « font » déjà de la RSE sans le savoir : politique RH en faveur de la diversité, tri des déchets, actions qui minimisent la consommation d'énergie... Le but est maintenant de formaliser, structurer et piloter sa démarche RSE.

### Enjeu 2 : Définir des moyens et organiser la démarche RSE

Pour être efficace et effectivement déployée, une stratégie RSE s'accompagne de moyens financiers, techniques et humains. Il s'agit alors d'identifier des porteurs de projet et mettre en place des moyens et des outils de pilotage adaptés à la taille et aux enjeux RSE spécifiques de l'entreprise.

### Enjeu 3 : Communiquer et mobiliser les salariés dans la démarche

Pour assurer la pérennité et la crédibilité de la démarche, l'entreprise a tout intérêt à être pleinement transparente vis-à-vis de ses parties prenantes concernant sa démarche RSE. La communication joue un rôle essentiel dans la valorisation de la RSE comme un élément différenciant pour l'entreprise, vectrice d'attractivité et de mobilisation des salariés dans la démarche.

## 2. Mettre en place une démarche environnementale

### REPÈRES



### Objectifs

- **Réduire les impacts environnementaux** de l'activité de l'entreprise ;
- **S'adapter aux risques** liés au changement climatique.

<sup>1</sup> **Lois Grenelle** : Ensemble de lois françaises visant à lutter contre le changement climatique, à préserver la biodiversité et à promouvoir un développement durable.

<sup>2</sup> **Accord de Paris** : Accord mondial dont l'ambition est de rester en dessous des 1,5°C de réchauffement climatique.

<sup>3</sup> **Loi de transition énergétique pour la croissance verte** : Loi qui impose notamment aux professionnels de trier les déchets selon les 5 flux.

<sup>4</sup> **Pacte Vert** : Accord européen dont l'ambition est de réduire les émissions de gaz à effet de serre en UE de 55% par rapport à celles de 1990.

### 5 enjeux clés



Guider les clients vers des services et produits plus durables



Réduire l'empreinte environnementale des produits vendus (approvisionnement et écoconception)



Gérer les déchets des activités et des clients



Réduire l'empreinte environnementale des activités de transport



Réduire l'empreinte environnementale du fonctionnement



### LE SAVIEZ-VOUS ?

**54%** des TPE/PME ne se sentent pas prêtes à affronter les effets du changement climatique

Source : Goodwill management, 2022

**10%** seulement des entreprises savent mesurer précisément leurs émissions directes et indirectes de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>)

Source : BCG, 2022



## 2. Mettre en place une démarche environnementale

### LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR

#### Enjeu 4 : Guider les clients vers des services et produits plus durables

Les entreprises du secteur jouent un rôle central dans la transmission de l'information entre les fabricants et les utilisateurs. Guider les clients vers des services et produits plus durables constitue une étape clé dans la mise en œuvre d'une démarche environnementale robuste et crédible pour une entreprise de la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment et de l'industrie.

#### Enjeu 5 : Réduire l'empreinte environnementale des produits vendus

Un dialogue étroit avec les fournisseurs peut être instauré afin de favoriser, dès la phase de conception, des pratiques respectueuses de l'environnement. L'entreprise peut donc identifier les leviers d'actions disponibles, puis prioriser les actions sur les postes les plus émetteurs. Cet enjeu contribue à une gestion plus durable des ressources et permet de diminuer les sources ayant une forte incidence sur l'environnement.

#### Enjeu 6 : Gérer les déchets des activités et des clients

Afin d'adopter une démarche environnementale globale, l'entreprise peut travailler sur l'ensemble du cycle de vie de ses produits et donc intégrer l'enjeu de la gestion des déchets tant pour ses activités internes que pour ses clients. Il est essentiel que l'entreprise accompagne ses clients dans la gestion de la fin de vie des produits qu'elle commercialise. Mais pour cela elle a tout intérêt à être exemplaire dans la gestion de ses propres déchets.

## 2. Mettre en place une démarche environnementale

### LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR

#### Enjeu 7 : Réduire l'empreinte environnementale des activités de transport

Pour un distributeur, l'optimisation des impacts liés à la logistique revêt une importance cruciale, tant du point de vue environnemental que financier. La gestion efficace du transport constitue un défi majeur, avec des répercussions significatives sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) et la pollution de l'air (oxydes d'azote et particules fines).

#### Enjeu 8 : Réduire l'empreinte environnementale du fonctionnement

L'entreprise a besoin d'identifier les principaux postes de consommation, pour ensuite mettre en œuvre des démarches d'optimisation des usages et de limitation des consommations. De même, l'implication des fournisseurs dans cette démarche est une étape primordiale, propice à l'amélioration des pratiques sur toute la chaîne de valeur.

# 3. Piloter une politique sociale et sociétale

## REPÈRES



### Objectifs

- **Fidéliser et motiver** les collaborateurs ;
- **Attirer** de nouveaux talents ;
- **Défendre les droits humains par l'intégration des valeurs** en matière d'égalité et de non-discrimination ;
- Garantir un **climat social** favorable.

<sup>1</sup> OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

<sup>2</sup> OIT : Organisation internationale du travail

### 5 enjeux clés



Garantir la santé, la sécurité et le bien-être des salariés



Garantir les conditions du dialogue social



Respecter l'égalité des chances et les droits fondamentaux des salariés



Favoriser la formation et le développement des compétences des salariés



Affirmer un ancrage territorial et un engagement sociétal



## LE SAVIEZ-VOUS ?

**42%** des salariés ont connu au moins un arrêt maladie en 2022 (stress, burnout, troubles musculosquelettiques...)

Source : Malakoff Humanis, 2022

**46%** des femmes estiment avoir été discriminées en raison de leur sexe en 2020 contre 28% en 2009

Source : INSEE, 2022

**11 660€** est le coût du désengagement au travail par salarié par an en 2021 (lié à l'Indice de Bien-Etre au Travail)

Source: Mozart Consulting, 2022



# 3. Piloter une politique sociale et sociétale

## LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR

### Enjeu 9 : Garantir la santé, la sécurité et le bien-être des salariés

L'entreprise doit d'abord se conformer au Code du Travail et opérer une évaluation des risques professionnels auxquels ses salariés sont exposés. Ce travail réalisé, elle peut y adjoindre un plan de prévention qu'elle met à jour régulièrement. De même, le champ des actions en matière de santé et sécurité peut ensuite progressivement s'étendre et intégrer des actions liées au bien-être au travail.

### Enjeu 10 : Garantir les conditions du dialogue social

La RSE impliquant l'ensemble des salariés, il est important d'associer ces derniers aux projets de l'entreprise de façon à coconstruire et penser ensemble les actions permettant sa transformation. De même, le suivi régulier du bien-être des employés et l'écoute de leurs besoins sont essentiels pour éviter leur désengagement.

### Enjeu 11 : Lutter contre les discriminations et garantir le respect des droits fondamentaux des salariés

L'entreprise peut commencer par faire l'état des lieux de ses pratiques en matière de lutte contre les discriminations et de garantie du respect des droits fondamentaux pour ensuite se fixer des premiers objectifs. Cette étape peut s'accompagner d'une sensibilisation des salariés aux discriminations via des formations et une revue des pratiques de recrutement pour renforcer la diversité, permettre l'inclusion et garantir les droits de tous.

# 3. Piloter une politique sociale et sociétale

## LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR

### Enjeu 12 : Favoriser la formation et le développement des compétences des salariés

L'entreprise doit suivre régulièrement l'évolution des compétences de ses salariés via des entretiens professionnels et répondre à leurs besoins de formation. Elle peut aussi s'inscrire dans une démarche de reconnaissance et de certification des compétences professionnelle, et favoriser la transmission de savoirs entre les salariés expérimentés et les nouveaux arrivants.

### Enjeu 13 : Affirmer un ancrage territorial et un engagement sociétal

L'entreprise peut jouer un rôle important dans le développement économique et social du territoire où elle est implantée. Elle dispose pour cela de plusieurs leviers, au premier rang desquels l'emploi local, l'achat local, l'investissement ou encore la contribution à des projets d'intérêt général sur le territoire.

# 4. Garantir l'éthique dans les affaires

## REPÈRES



### Objectifs

- Identifier et gérer les risques ;
- Organiser au mieux les pouvoirs pour renforcer leur utilité sociale.

¹ **Loi Sapin II** : Obligation générale de transparence et de prévention de la corruption pour les entreprises de plus de 500 salariés ou dont le chiffre d'affaires est de plus de 100M€

² **Loi relative au devoir de vigilance** : Obligation faite aux sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre de prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à leurs opérations

2017

Entrée en vigueur de la loi relative au devoir de vigilance²

### 3 enjeux clés



Promouvoir la RSE sur l'ensemble de la chaîne de valeur



Adopter un cadre déontologique et une conduite éthique des affaires



Assurer la qualité et satisfaction client et promouvoir l'innovation



## LE SAVIEZ-VOUS ?

**46%** des fournisseurs pensent que l'engagement en faveur du développement durable de leurs clients « n'est réel que sur le papier »

Source : Ecovadis, 2021

**60%** des Français choisissent d'acheter (ou boycotter) une marque en fonction de ses prises de position

Source : Edelman, 2024

**46%** des consommateurs sont prêts à payer plus cher pour une marque responsable

Source: Etude LSA Green, 2020



# 4. Garantir l'éthique dans les affaires

## LES ENJEUX POUR LES ENTREPRISES DU SECTEUR

### Enjeu 14 : Promouvoir la RSE sur l'ensemble de la chaîne de valeur

L'entreprise peut utiliser le dialogue avec ses fournisseurs comme levier d'action pour les inciter à adopter des pratiques RSE. Elle peut également intégrer des critères de durabilité dans ses processus d'achat. En aval, elle peut sensibiliser ses clients aux enjeux RSE et mettre en avant son offre de produits répondant à des critères de durabilité qui font écho aux valeurs qu'elle porte.

### Enjeu 15 : Adopter un cadre déontologique et une conduite éthique des affaires

Une phase d'audit initial par le biais d'une identification de ses principaux risques est un préalable indispensable auquel l'entreprise devra s'atteler. Elle pourra par la suite mettre en place des actions de prévention et de maîtrise de ces risques. Cette démarche permettra d'instaurer un climat de confiance dans les relations commerciales, tout en assurant la pérennisation des relations avec les parties prenantes.

### Enjeu 16 : Assurer la qualité et satisfaction client et promouvoir l'innovation

L'entreprise peut mettre en place des processus de remontée continue de la satisfaction et de suivi des litiges afin de mettre des actions correctives en conséquence. Par ailleurs, il peut être dans l'intérêt de l'entreprise d'être à l'écoute des attentes des clients et des évolutions du secteur afin de mettre en place des actions innovantes et maintenir une position différenciée sur le marché.

# **4 Impliquer les métiers dans la démarche RSE**

# Impliquer les métiers dans la démarche

## PRÉSENTATION DE LA SECTION

La réussite d'une démarche RSE repose sur l'engagement de l'ensemble des collaborateurs. Chaque métier de l'entreprise peut contribuer activement en intégrant des pratiques spécifiques à son domaine d'expertise. En développant des compétences adaptées et en comprenant comment leurs actions influencent la stratégie RSE, les équipes peuvent jouer un rôle clé.

Pour faciliter cette implication, des fiches de compétences sont proposées pour différents métiers :

- Responsable achats et approvisionnement
- Responsable commercial
- Responsable logistique
- Responsable marketing
- Responsable technique
- Responsable QHSE (qualité-hygiène-sécurité-environnement)

Ces fiches visent à guider chaque métier dans l'adaptation de ses pratiques pour contribuer aux objectifs RSE de l'entreprise.

# Impliquer les métiers dans la démarche

## RESPONSABLE ACHATS ET APPROVISIONNEMENT

### Apports à la RSE

- Réduire les impacts environnementaux liés aux achats en privilégiant les matériaux et produits durables ;
- Garantir que tous les fournisseurs clés de l'entreprise respectent les normes sociales, notamment en matière de sécurité et de conditions de travail.

### Compétences et connaissances à développer pour intégrer la RSE

#### Intégration des critères RSE dans les achats :

- Sélectionner des produits et matériaux qui respectent les normes d'éco-conception et minimisent les impacts environnementaux (réduction des émissions de CO2, matériaux recyclés, etc.) ;
- Veiller à ce que les fournisseurs respectent des conditions de travail éthiques et équitables.

#### Développement et mise en œuvre d'une politique d'achats responsables :

- Concevoir une politique d'achats responsables alignée sur les objectifs RSE de l'entreprise et qui intègre les enjeux RSE liés

aux matériaux et équipements pour le second œuvre du bâtiment ;

- Adapter les processus d'achat en tenant compte des meilleurs standards existant (ISO 20400, Loi Sapin II, devoir de vigilance).

#### Gestion des fournisseurs et audit RSE :

- Évaluer les fournisseurs en fonction de critères RSE via des audits réguliers et des questionnaires d'évaluation ;
- Impliquer les fournisseurs stratégiques dans une démarche continue d'amélioration des pratiques responsables.

# Impliquer les métiers dans la démarche

## RESPONSABLE COMMERCIAL

### Apports à la RSE

- Accroître le chiffre d'affaires des produits et services éco-conçus ;
- Renforcer la fidélité des clients en répondant à leurs attentes en matière de durabilité ;
- Devenir un ambassadeur de la démarche RSE de l'entreprise (événements, salons, etc.).

### Compétences et connaissances à développer pour intégrer la RSE

#### Valorisation de la RSE dans l'argumentaire commercial :

- Savoir communiquer efficacement sur les initiatives RSE de l'entreprise, en mettant en avant les bénéfices environnementaux et sociaux des produits et services ;
- Intégrer les atouts RSE dans les réponses aux appels d'offres et lors des négociations commerciales pour se différencier.

#### Détection des attentes RSE des clients :

- Identifier activement les signaux faibles du marché en matière d'innovation environnementale et les besoins spécifiques des clients en matière de développement durable ;
- Anticiper les questions et controverses liées à la durabilité et

proposer des solutions alignées avec les attentes des clients.

#### Développement de partenariats durables :

- Choisir des partenaires qui partagent les mêmes valeurs RSE et s'engagent dans des pratiques durables. Cela inclut des fournisseurs, des distributeurs.
- Mettre en place des campagnes conjointes pour sensibiliser les clients et les parties prenantes aux avantages des produits durables et des pratiques responsables.
- Échanger régulièrement des informations sur les bonnes pratiques durables mises en place avec les partenaires.

# Impliquer les métiers dans la démarche

## RESPONSABLE LOGISTIQUE

### Apports à la RSE

- Minimiser l'empreinte environnementale des activités logistiques par des pratiques d'optimisation des transports et une gestion efficace des déchets ;
- Assurer des conditions de travail sécuritaires au sein des équipes logistiques et des partenaires de la chaîne d'approvisionnement.

### Compétences et connaissances à développer pour intégrer la RSE

#### Gestion écoresponsable des flux logistiques :

- Mettre en place des stratégies pour réduire les émissions de CO2 liées aux transports, telles que la consolidation des expéditions, l'utilisation de véhicules à faibles émissions, et la planification efficace des itinéraires.
- Implémenter des procédures pour le tri, le recyclage et la réduction des déchets générés par les activités logistiques.

#### Développement de processus logistiques durables :

- Sélectionner des partenaires logistiques qui respectent des normes environnementales élevées et adoptent des pratiques

#### RSE.

- Intégrer des standards de logistique durable (ISO 14040 pour la gestion environnementale, par exemple).

#### Gestion des ressources humaines:

- Veiller à ce que les conditions de travail au sein des équipes logistiques soient conformes aux normes de sécurité ;
- Former les équipes logistiques sur les enjeux RSE et les bonnes pratiques à adopter (conduite écologique, par exemple).

# Impliquer les métiers dans la démarche

## RESPONSABLE MARKETING

### Apports à la RSE

- Communiquer de manière transparente sur les initiatives environnementales et sociales de l'entreprise, et valoriser les produits et services écoresponsables ;
- Assurer que les messages marketing ne trompent pas les clients, en évitant le greenwashing.

### Compétences et connaissances à développer pour intégrer la RSE

#### Élaboration de stratégies marketing responsables :

- Identifier et comprendre les attentes des clients en matière de durabilité.
- Développer des campagnes qui mettent en avant les initiatives écologiques et sociales de l'entreprise.
- Créer des supports marketing qui minimisent l'impact environnemental, comme des brochures numériques plutôt que papier, ou des outils de marketing basés sur des principes d'économie circulaire (packaging réutilisable, par exemple).

#### Communication responsable:

- Mettre en avant les certifications et les initiatives de l'entreprise à travers des études de cas et des témoignages clients.
- Préparer des rapports réguliers sur les résultats de l'entreprise en termes de contribution aux objectifs RSE, en utilisant des données quantitatives et qualitatives.

# Impliquer les métiers dans la démarche

## RESPONSABLE TECHNIQUE

### Apports à la RSE

- Assurer que les produits et procédés techniques minimisent l'impact environnemental
- Mettre en place des pratiques qui favorisent l'économie circulaire et la réduction des déchets dans le processus de production et de maintenance.

### Compétences et connaissances à développer pour intégrer la RSE

#### Intégration des critères RSE dans le développement technique :

- Développer des produits en tenant compte des principes d'éco-conception, tels que la réduction de l'impact environnemental dès la phase de conception, l'utilisation de matériaux recyclés et la facilité de recyclage en fin de vie.
- Identifier et appliquer des technologies innovantes qui réduisent l'empreinte écologique de la fabrication.
- S'assurer que les produits respectent les normes et certifications environnementales.

#### Gestion du cycle de vie des produits :

- Réaliser des études ACV pour évaluer les impacts

environnementaux des produits tout au long de leur cycle de vie afin de proposer des améliorations.

- Mettre en place des pratiques de maintenance qui prolongent la durée de vie des équipements et réduisent les besoins de réparations fréquentes.

#### Collaboration avec les partenaires :

- Travailler avec les fournisseurs pour développer des solutions innovantes et durables.
- Assurer la formation continue des équipes techniques sur les meilleures pratiques.

# Impliquer les métiers dans la démarche

## RESPONSABLE QHSE (QUALITÉ-HYGIÈNE-SÉCURITÉ-ENVIRONNEMENT)

### Apports à la RSE

- Mettre en œuvre des pratiques qui minimisent l'empreinte écologique des opérations de l'entreprise.
- Assurer que les conditions de travail respectent les normes de sécurité et d'hygiène.
- Assurer que les produits et services répondent aux normes de qualité élevées.

### Compétences et connaissances à développer pour intégrer la RSE

#### Mise en œuvre des politiques QHSE :

- Élaborer et mettre en œuvre une politique environnementale qui inclut des objectifs clairs pour la réduction des déchets, l'efficacité énergétique, etc.
- Mettre en place des politiques qui garantissent des conditions de travail sûres et saines, en conformité avec les réglementations en matière de sécurité et d'hygiène.

#### Gestion des risques et conformité réglementaire :

- Conduire des évaluations régulières des risques environnementaux, de sécurité et de qualité pour anticiper et gérer les problèmes potentiels.

- Assurer que toutes les opérations de l'entreprise respectent les lois et règlements en vigueur, ainsi que les normes ISO pertinentes (ISO 9001 pour la qualité, ISO 14001 pour l'environnement, etc.)

#### Formation et sensibilisation des équipes :

- Développer et dispenser des formations sur les pratiques QHSE pour tous les employés afin d'assurer leur conformité aux procédures établies.
- Assurer la communication efficace des initiatives et des résultats QHSE aux parties prenantes internes et externes, en mettant en avant les efforts et les succès en matière de RSE.



# 5

## **Intégrer la RSE dans son organisation**

# Intégrer la RSE dans son organisation

## PRÉSENTATION DE LA SECTION

Que vous soyez au début de votre démarche ou souhaitez approfondir vos engagements, plusieurs étapes sont essentielles pour bâtir une stratégie RSE.

Cette section présente les étapes clés pour démarrer une démarche RSE et bien la structurer.

Vous trouverez également dans cette section des recommandations pour valoriser vos progrès via un rapport RSE réussi.

# Intégrer la RSE dans son organisation

## POURQUOI SE LANCER DANS UNE DEMARCHE RSE ?

### RAISONS EXTERNES



Améliorer l'image de l'entreprise  
et fidéliser les clients



Renforcer la chaîne de  
fournisseurs



Maitriser et gérer ses risques



Réduire son impact sur  
l'environnement



Innover

### RAISONS INTERNES



Mobiliser ses collaborateurs



Réduire ses coûts



Attirer et recruter



Anticiper la réglementation

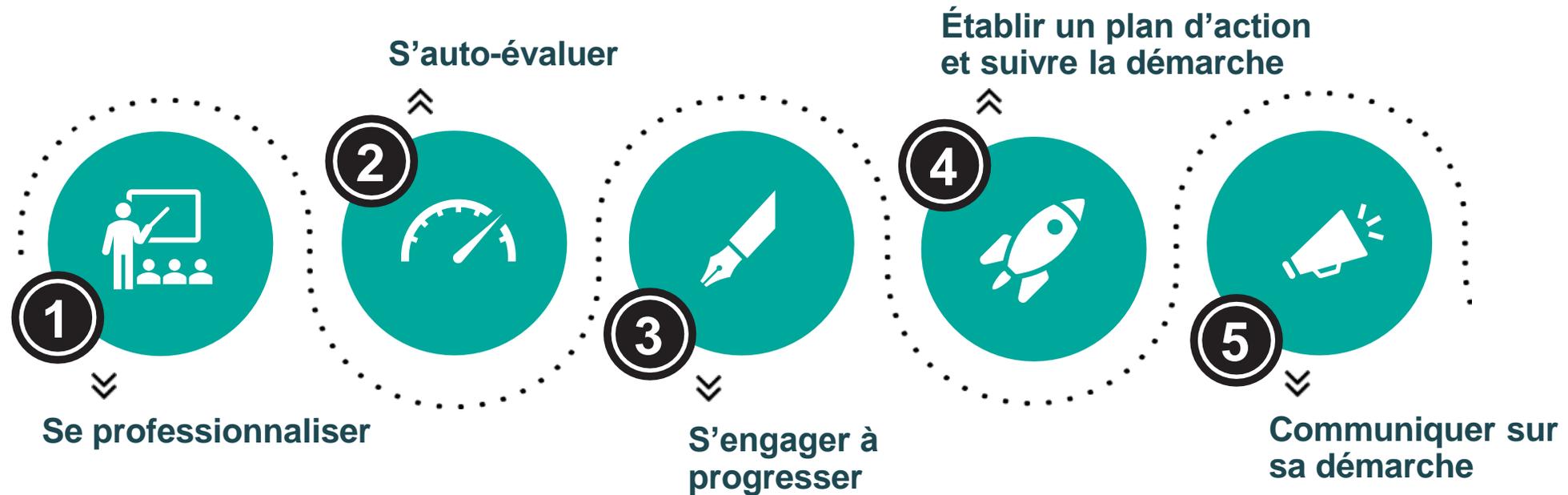


Donner du sens à son action et  
guider la stratégie



# Intégrer la RSE dans son organisation

## CONSTRUIRE UNE DÉMARCHE RSE EN 5 ÉTAPES



# Intégrer la RSE dans son organisation

## CONSTRUIRE UNE DÉMARCHE RSE EN 5 ÉTAPES

### Étape 1 : Se professionnaliser



Avant de s'engager pleinement dans une démarche RSE, il est essentiel de commencer par une phase d'acculturation. Cela implique de se familiariser avec les concepts fondamentaux de la RSE, de comprendre ses enjeux et d'acquérir une vue d'ensemble des bonnes pratiques en la matière.

### Étape 2 : S'auto-évaluer



Une fois les bases acquises, l'entreprise peut réaliser une auto-évaluation pour identifier ses pratiques actuelles par rapport aux critères RSE. Cette étape permet d'analyser les points forts et les domaines à améliorer, afin de cerner les enjeux spécifiques et les opportunités.

### Étape 3 : S'engager à progresser



Pour ancrer la démarche RSE dans la culture de l'entreprise, il est important de formaliser un engagement clair et visible. Cela peut se traduire par la signature d'une charte RSE par la direction, qui démontre un soutien officiel et une volonté de progresser dans ce domaine.



# Intégrer la RSE dans son organisation

## CONSTRUIRE UNE DÉMARCHE RSE EN 5 ÉTAPES

### Étape 4 : Établir un plan d'action et suivre la démarche

Une fois les engagements définis, il est essentiel d'élaborer un plan d'action détaillé pour mettre en œuvre les objectifs RSE. L'entreprise peut s'appuyer sur un référentiel RSE pour structurer ce plan, en définissant des actions concrètes et mesurables. Ce plan peut inclure des étapes claires, des responsabilités attribuées, et des indicateurs de performance pour suivre les progrès.



### Étape 5 : Communiquer sur sa démarche

Communiquer sur la démarche RSE permet d'en assurer la visibilité. Un outil classique pour structurer cette communication est la cartographie des parties prenantes. Elle permet d'identifier les acteurs clés (clients, fournisseurs, collaborateurs, etc.) avec qui échanger sur les enjeux RSE de l'entreprise, que ce soit à travers un rapport RSE ou d'autres modalités (réseaux sociaux, newsletter, etc.).



# Intégrer la RSE dans son organisation

## LES CLÉS POUR UN RAPPORT RSE RÉUSSI

Le rapport RSE est un outil utile pour partager les actions de l'entreprise en matière de RSE. Pour qu'il soit efficace, il est important de suivre certaines bonnes pratiques : structurer clairement les informations, utiliser des indicateurs mesurables, et privilégier la transparence.

Retrouvez ici les lignes directrices pour un rapport RSE réussi.

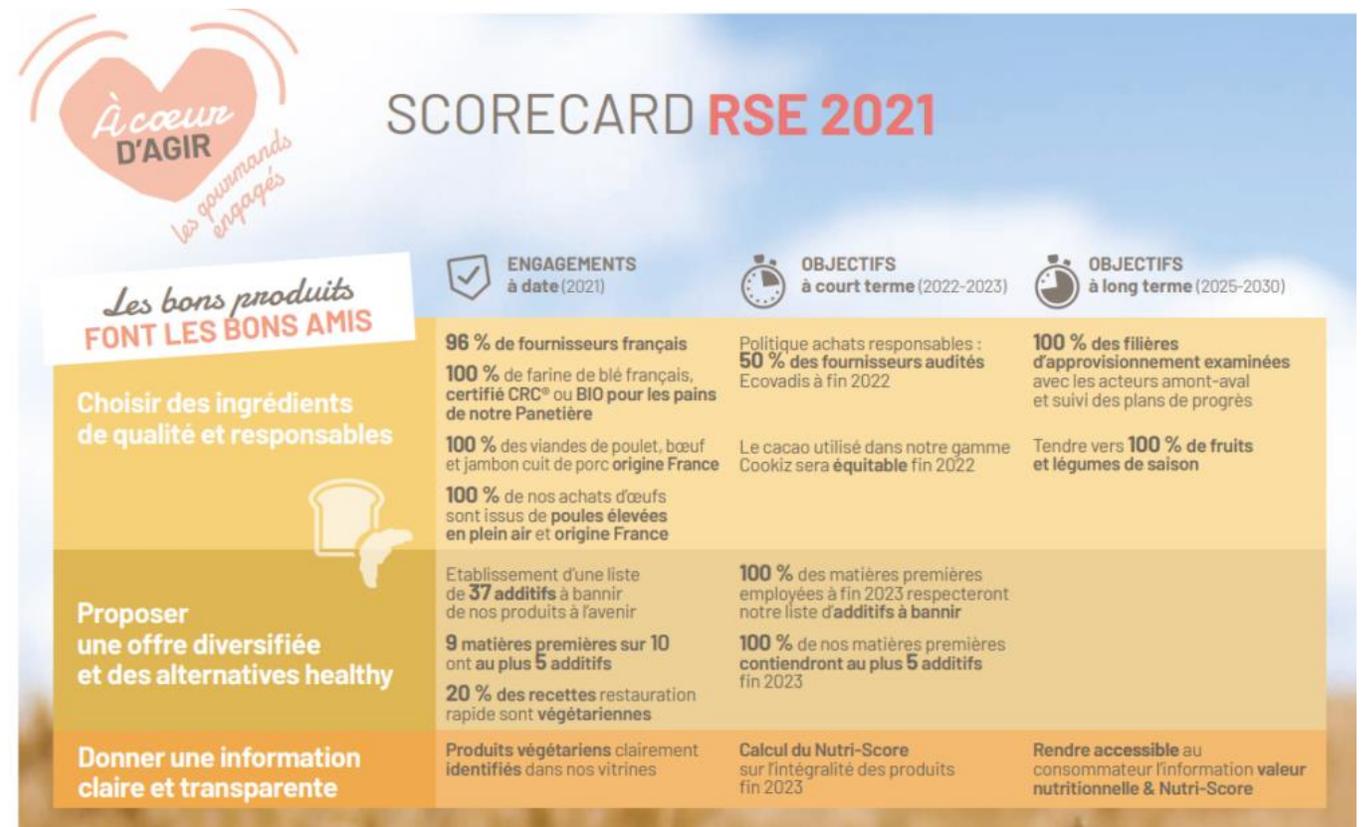
# Intégrer la RSE dans son organisation

## LES CLÉS POUR UN RAPPORT RSE RÉUSSI

Faire preuve de transparence au travers d'indicateurs chiffrés

Un bon rapport RSE devrait refléter la sincérité de la démarche RSE d'une entreprise. Il faut y mettre en avant des chiffres et des actions, ainsi que des objectifs, avec des preuves.

Vous pouvez par exemple publier les chiffres de consommation d'énergie de votre entreprise, ou encore le pourcentage de fournisseurs locaux avec lesquels vous travaillez.



Source : rapport RSE La Mie Caline, lamiecaline.com



# Intégrer la RSE dans son organisation

## LES CLÉS POUR UN RAPPORT RSE RÉUSSI

### Un discours clair et percutant

Le rapport RSE doit présenter de manière directe et concrète les engagements de l'entreprise. Les bonnes pratiques doivent être mises en avant de façon lisible et compréhensible pour les parties prenantes.

Pour illustrer la maturité de votre démarche, vous pouvez appuyer vos propos sur des labels, des récompenses ou des évaluations obtenues.

<b>2005</b> Prémices de la RSE chez Tibco	<b>2017</b> Label Lucie ISO 26000	<b>2019</b> La gamme des services écoresponsables s'étoffe chez Tibco	<b>2022</b> ID2 by Tibco certifiée <b>Great Place To Work</b>
<b>2022</b> Label Numérique Responsable niv. 2 avec 837 points sur 1000	<b>2022</b> Création d'indices Tibco dont l'IQE (Indice Qualité Écoresponsable)	<b>2023</b> Canopia by Tibco (indice carbone calculé par client et par affaire)	<b>2023</b> Les 5 filiales Tibco sont reconnues <b>Platinum</b> par EcoVadis

Source : rapport RSE Tibco, tibco.fr

# Intégrer la RSE dans son organisation

## LES CLÉS POUR UN RAPPORT RSE RÉUSSI

### Bien structurer le rapport

Pour être lisible, le rapport doit être structuré avec des axes. Cela va permettre d'améliorer la facilité de lecture du rapport, mais aussi prouver que votre stratégie est structurée et crédible.

Il y a plusieurs possibilités pour structurer son rapport. Vous pouvez par exemple travailler en 4 parties : structuration et organisation de la démarche, démarche environnementale, politique sociale et sociétale, éthique des affaires.



Source : rapport RSE Séché Environnement, groupe-seche.com

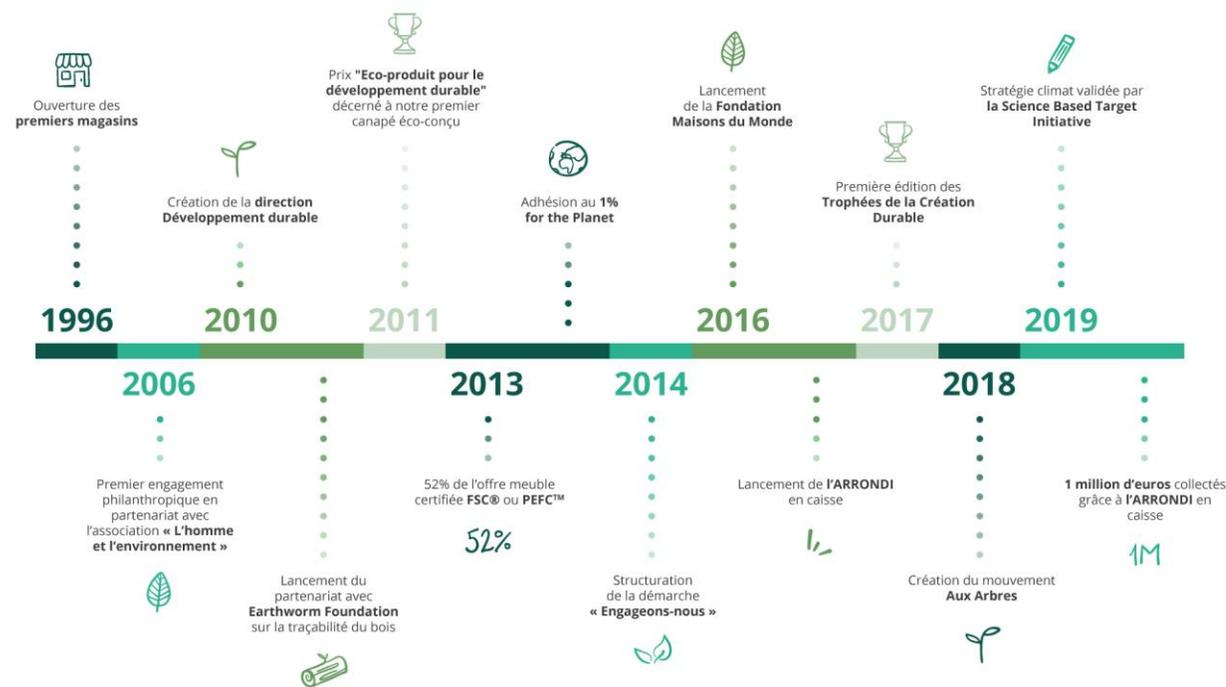


# Intégrer la RSE dans son organisation

## LES CLÉS POUR UN RAPPORT RSE RÉUSSI

### Soigner le visuel

Pour donner envie aux parties prenantes de lire le rapport, ce dernier doit être clair et lisible. Il faut donc veiller à bien mettre en avant la charte graphique de l'entreprise pour que le lecteur puisse l'identifier rapidement. Ensuite, il faut aérer le document et ne pas mettre trop de texte. L'ajout d'images, de graphiques et d'autres visuels est recommandé pour illustrer les informations de manière plus dynamique.



Source : rapport RSE Maisons du Monde, [corporate.maisonsdumonde.com](https://www.maisonsdumonde.com/corporate)



# Intégrer la RSE dans son organisation

## LES CLÉS POUR UN RAPPORT RSE RÉUSSI

### Mettre en valeur les différentes parties prenantes de l'entreprise

Dernière clé, et l'une des plus importantes, il faut mettre en avant les parties prenantes dans le rapport RSE. Montrer que ce n'est pas qu'un document, mais bien l'engagement d'humains avec des valeurs. Le mot du dirigeant, l'histoire de l'entreprise, les témoignages des collaborateurs, des clients, des fournisseurs, des acteurs du territoire... Tous ces éléments apporteront sincérité et crédibilité à votre rapport RSE.

**Philippe LAIR**

Dans le domaine de l'amélioration environnementale, le champ des possibilités est vaste. Les équipes d'ALTEREA ont mis au point un véritable mode de travail qui permet d'identifier clairement les clés à atteindre. À travers ses différents métiers, ALTEREA a la possibilité de faire évoluer de manière significative l'approche environnementale et de concrétiser les partenariats et les décideurs. Ce rapport de mission 2023 va pouvoir servir de référentiel, de point 0, à partir duquel les différents engagements vont être suivis.

**Jacques PETRY**

Le travail réalisé en 18 mois est considérable. En combinant la vision actuelle de son Président et la mise en œuvre méthodique de la Société à Mission, ALTEREA est arrivée à son objectif de communiquer de façon précise et transparente sur sa performance et son ambition, de regard de la mission qu'elle s'est fixée. Il faut maintenant que cette architecture, aussi conceptuelle, devienne un outil concret de management de l'entreprise, qui lui permettra d'atteindre les objectifs ambitieux, à moyen et long terme, qu'elle s'est fixés.

**Emmanuel SAULO**

La dynamique de la Mission est lancée ! Quel bonheur de voir une entreprise prendre ainsi à bras le corps ses impacts. Être Société à Mission, ce n'est pas "être" modifier ses statuts pour y inscrire une raison d'être, plus simplement y réintégrer ses engagements de contribution au bien commun. Tout cela n'est que le premier étape. Le plus important, c'est ce qu'ALTEREA vit actuellement, sa première année de Société à Mission et toutes celles qui vont suivre. C'est un chemin de transformation en profondeur qui engage toute l'entreprise, sans de questionnements, de réticences au changement. Totalement passionnant ! C'est un bonheur de rendre l'entreprise encore plus vivante. Le monde du bâtiment, un des premiers contributeurs du réchauffement climatique à tant besoin d'être boosté par ALTEREA ! Bravo !

**Oliver ORTEGA**

Je suis impressionné par l'enthousiasme initial et les résultats à formuler des objectifs que la société n'avait encore jamais atteints, par la rigueur des méthodes et processus de suivi des réalisations constatées et, plus largement, par la détermination des équipes pour atteindre les objectifs fixés dans la charte de mission. À l'issue de cette première année la démarche m'apparaît indiscutable, ce qui constitue un gage de sérieux pour les exercices à venir.

**Véronique PAPPE**

Au terme de cette 1<sup>ère</sup> année au sein de ce comité, je suis tout d'abord impressionnée par le niveau d'engagement des équipes ALTEREA dans la fixation des objectifs et le niveau de performance visé, ainsi que par leur écoute vis-à-vis de nos remarques, ce qui est également le grand professionnalisme de tous nos interlocuteurs internes, tant pour la mise en œuvre, quand même assez complexe, de tout le processus de mise en place d'une société à mission, mais également pour leur capacité à suivre de façon très fine de multiples indicateurs.

**Clarisse TAUPIN**

La formalisation des indicateurs et la présentation des résultats pour 2023 rendent plus concret le passage d'ALTEREA en Société à Mission. Le travail réalisé par les équipes pour accompagner nos clients dans le sens des objectifs opérationnels et des engagements d'Alterea ; pour monitorer les indicateurs de performance ; puis pour formaliser tout cela dans ce bilan, est manifeste. Ce premier bilan donne à voir le travail réalisé au quotidien par les collaborateurs et aussi les actions à mener en 2024 pour continuer d'améliorer les résultats et l'adéquation des objectifs avec les moyens opérationnels.

Source : rapport RSE ALTEREA, alterea.fr

# 6

## **Les outils de la branche pour passer à l'action**

# Intégrer la RSE dans son organisation

## PRÉSENTATION DE LA SECTION

Pour accompagner les entreprises du secteur de la distribution professionnelle du second œuvre du bâtiment et de l'industrie dans leur démarche RSE, la branche propose une série d'outils pratiques.

Ces outils ont pour objectif de faciliter l'intégration des principes de la RSE dans votre activité quotidienne avec des moyens concrets pour passer à l'action.

Vous trouverez dans les pages suivantes une présentation de chaque outil, avec une description détaillée et leurs objectifs, afin de vous aider à démarrer ou à approfondir votre démarche.

# Les outils de la branche pour passer à l'action

## 5 OUTILS POUR UNE DÉMARCHE RSE RÉUSSIE

1

Le référentiel RSE

3

L'autodiagnostic

5

Le fichier  
d'identification des  
parties prenantes

2

La charte  
d'engagement

4

Le plan d'action



# Les outils de la branche pour passer à l'action

## 5 OUTILS POUR UNE DÉMARCHE RSE RÉUSSIE



# 1

## Le référentiel RSE

Le Référentiel RSE est votre guide pour comprendre et intégrer les enjeux spécifiques à votre secteur. Il vous fournira les outils et les meilleures pratiques pour structurer et déployer votre démarche RSE.

Accédez au Référentiel ici : [Télécharger le Référentiel RSE](#)

# Les outils de la branche pour passer à l'action

## 5 OUTILS POUR UNE DÉMARCHE RSE RÉUSSIE



## 2 La charte d'engagement

La Charte formalise vos engagements en matière de RSE. En la signant, vous montrez les engagements que vous comptez prendre, tant sur le plan environnemental que social et sociétal. C'est un outil utile pour communiquer vos valeurs et vos objectifs en matière de RSE à vos partenaires.

Accédez à la Charte ici : [Télécharger la Charte d'engagement](#)

# Les outils de la branche pour passer à l'action

## 5 OUTILS POUR UNE DÉMARCHE RSE RÉUSSIE



# 3

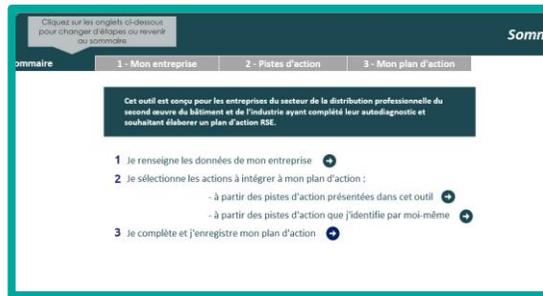
## L'autodiagnostic

L'Autodiagnostic est un outil pratique pour évaluer votre performance en matière de RSE. Il vous aidera à identifier les actions que vous avez déjà entreprises et à repérer les domaines où vous avez la possibilité de progresser. Cette évaluation vous fournira une base solide pour construire un plan d'action.

Accédez à l'Autodiagnostic ici : [Réaliser l'Autodiagnostic](#)

# Les outils de la branche pour passer à l'action

## 5 OUTILS POUR UNE DÉMARCHE RSE RÉUSSIE



# 4

## Le plan d'action

Le Plan d'action vous aide à définir des projets, attribuer des responsabilités et établir des cibles pour suivre vos progrès. En le remplissant, vous pourrez suivre l'avancement de votre démarche RSE et coordonner efficacement les efforts au sein de vos équipes.

Le Plan d'action est téléchargeable une fois l'autodiagnostic complété.







Confédération des  
Grossistes de France



Cfdt  
SERVICES



Syndicat  
cftc-csfv  
Fédération des Syndicats Commerce,  
Services et Force de Vente



CFC  
AGRO



CFE  
CGC

FNECS  
Fédération Nationale de l'Encadrement  
de Commerce et des Services



FO  
La force de la cohésion



FO  
Fédération Française des Services



Fédération  
Commerciale  
Services  
cgt



AKTO  
L'humain au cœur des services



MINISTÈRE  
DU TRAVAIL  
ET DE L'EMPLOI